

# Pas de toit ? Pas de soins !

PAUVRETÉ Un sans-abri sur trois a déjà dû renoncer à des soins de santé

► Ce vendredi, c'est la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

► Médecins du Monde propose un focus sur le bien-être émotionnel et médical des sans-abri.

**L**e public, exclu des soins, est paradoxalement celui qui en a le plus besoin. » C'est, en substance, la conclusion d'une étude réalisée par Médecins du Monde que nous avons pu consulter en primeur. L'enquête donne un aperçu très clair du profil des personnes qui bénéficient du « Plan hiver », le dispositif hivernal pour sans-abri en Région de Bruxelles-Capitale. C'est dans le cadre de ce plan que l'organisation a interrogé 213 personnes à propos de l'accès aux soins et de la santé, durant l'hiver 2013-2014.

Premier chiffre évocateur : 37,6 % des répondants déclarent avoir rencontré des problèmes d'accès aux soins dans les douze derniers mois. Les raisons évoquées diffèrent selon qu'on est belge ou pas : 50 % des Belges mentionnent une « mauvaise expérience du système ». Viennent ensuite un prix trop élevé et une absence de couverture maladie. Miguel, qui a accepté de se confier au *Soir*, est dans ce dernier cas de figure (lire ci-contre).

Les non-Belges identifient, pour leur part, des « problèmes de justificatifs » (52 %), une « absence de couverture maladie » et « des problèmes de compréhension du système de santé ».

Autant de critères qui rendent parfois la voie vers la guérison très compliquée, voire impossible. Et pour preuve : un tiers des participants à l'enquête ont été amenés à renoncer à des soins médicaux pour eux-mêmes au cours des douze derniers mois. 21,8 % se sont retrouvés devant une porte close.

Second volet de l'enquête : le sentiment des sans-abri sur leur santé et leur bien-être. 56,3 % de la population interrogée par Médecins du Monde se considère dans un état de santé moyen à très mauvais. Ces personnes sont très isolées (8 sur 10 vivent seules) et surtout très exposées aux violences en tout genre. Le trio de tête est occupé par les violences psychologiques, la faim et les expulsions de logement. Sans surprise, on apprend que les femmes sont plus exposées. 39 % des femmes interrogées dans cette enquête déclarent avoir subi des agressions sexuelles et 27 % d'entre elles signalent aussi des viols.

Résultat ? Une proportion très élevée – allant de 46 à 60 % – de problèmes de bien-être. Par ordre décroissant : sommeil, stress, dépression, problèmes de concentration.

Si le tableau n'est finalement

guère surprenant, il est pour le moins noir. Stéphane Heymans, responsable des projets belges à Médecins du Monde, préconise trois pistes d'action.

## Simplifier les procédures

Primo, dans un secteur où les compétences sont relativement éclatées entre tous les niveaux de pouvoir, il faut une simplification administrative : « *En Belgique, il y a beaucoup de couvertures différentes. Même au sein des CPAS, les pratiques diffèrent. C'est un vrai dédale, surtout pour les personnes en situation irrégulière.* » Une couverture médicale universelle identique pour tout le monde serait, à ses yeux, bienvenue. Cela se pratique déjà en France.

Secundo, l'enquête démontre que la difficulté d'accès aux soins s'explique en grande partie par la mauvaise connaissance du système. Pour Stéphane Heymans, les structures sur le terrain devraient dès lors être plus proactives et mobiles pour informer les gens.

Enfin, Médecins du Monde plaide pour un renfort de l'offre de soins de première ligne. « *Les centres médicaux pour public précarisé sont saturés dans certains quartiers.* »

Si ce dernier projet figure dans l'accord de gouvernement, une piqure de rappel ne fait pas de mal, à l'approche de l'hiver. ■

**ANN-CHARLOTTE BERSIPONT**

## TÉMOIGNAGE

**« 14.000 euros pour une opération »**

Mélanie et Miguel, un jeune couple, ont vécu huit mois dans la rue, soit à peu près tout le temps de la grossesse de Madame. Aujourd'hui, ils logent dans une ASBL au cœur de Bruxelles et leur petite fille a 14 mois. Tout commence lorsque le duo décide de quitter le domicile de la mère de Mélanie, avec laquelle c'était manifestement devenu invivable. Etant encore domici-

liée chez sa mère, Mélanie a pu bénéficier de la couverture de la mutuelle pour le suivi de sa grossesse. Pour Miguel par contre, les choses sont plus compliquées, car il ne dispose d'aucune couverture médicale. « *Je paie mes cachets à prix plein alors que j'ai peu de revenus* », explique-t-il. Il y a quelque temps, il a chuté de 8 mètres de haut et a dû être opéré d'urgence. Il a désormais une dette de 14.000 euros pour rembourser cette opération. « *On nous les réclame, mais comment voulez-vous qu'on paie*

*dans notre situation ?*, dénonce Mélanie. *Cela revient vraiment à nous mettre le couteau sous la gorge. On ne va pas le payer, il faut être logique.* » Cela semble effectivement compliqué, vu la situation : le couple met 2/3 de ses revenus du CPAS pour le gîte et le couvert à l'ASBL où il loge. « *Le peu qu'il reste, on le met de côté pour essayer de pouvoir louer quelque chose.* » S'il a aujourd'hui un toit sur la tête, Miguel s'inquiète continuellement d'avoir un pépin de santé à l'avenir.

A.-C.B.